

respect des spécificités, des autonomies régionales ou nationales, avec un socle commun de droits sociaux, avec un impératif environnemental commun. Si l'Europe doit être une patrie commune, alors, comme la nation chez Renan, elle sera un « plébiscite de tous les jours » : la volonté clairement exprimée par les Européens de partager le même idéal de solidarité et de responsabilité.

L'Europe s'unifie en se coupant de ce qui n'est pas elle, même en Europe. Mais croit-on que les gardes-frontières et les gardes-côtes nous sauveront des convoitises de ceux que nous refoulons à nos portes, tout en pillant leurs richesses et en polluant leur environnement ? Les Européens choisiront-ils de se barricader derrière un nouveau mur d'Hadrien, avec de périodiques expéditions punitives ou préventives contre des menaces surgies des ténèbres extérieures, en reculant, de génération en génération, le péril des grandes invasions ? Ou tendront-ils la main à leurs voisins, proches ou lointains, pour les aider à construire chez eux aussi un modèle de développement soutenable ?

Le temps de la planète finie est advenu. Si l'environnement est dorénavant au centre du débat stratégique et politique, c'est que l'environnement de chacun n'est plus un espace vierge à dominer. Aujourd'hui, l'environnement, c'est les autres. Nous sommes chacun,

chaque pays, responsables de notre avenir commun, de notre planète commune, et l'Europe particulièrement. Il n'y a plus de développement durable pour la biosphère que solidaire entre les humains.

Saurons-nous mettre en place des règles communes, garantissant à chacun ses droits à la poursuite du bonheur, sans compromettre le droit à l'existence des espèces sauvages et les intérêts des générations futures ? Ou les plus riches chercheront-ils à maintenir leurs privilèges par une guerre de l'environnement contre de moins bien lotis ?

Tels sont, vus d'Europe, les premiers enjeux du XXI^e siècle.

NOTES

1. Cette citation, je la tiens d'un Bulgare habitant en France, Tzvetan Todorov (*La Conquête de l'Amérique*, Le Seuil, Paris, 1982). Lui-même la tenait d'Edward Saïd, Palestinien résidant aux États-Unis, qui l'avait trouvée chez Erich Auerbach, Allemand exilé en Turquie.
2. La Découverte, Paris, 1989.
3. Voir mon article « Pas eux ! Pas ça ! », dans *Libération*, août 1990.
4. Voir sur ce point ma polémique avec Alain Minc dans *Choisir l'audace*.
5. Sur le fordisme et sa crise, voir A. Lipietz, *Mirages et miracles*, La Découverte, 1985.
6. Ces deux issues, analysées au cours des années quatre-vingt par de nombreux économistes, ont été présentées sommairement dans *Choisir l'audace*. Pour une analyse plus détaillée, voir entre autres ma contribution « Les rapports capital-travail à l'aube du xx^e siècle », dans l'ouvrage coordonné par J.-M. Chaumont et P. Van Parijs, *Les Limites de l'inéluctable*, De Boeck, Bruxelles, 1991, ainsi que l'article de D. Leborgne et A. Lipietz, « L'après-fordisme : idées fausses et questions ouvertes », repris dans *Problèmes économiques*, n° 2260, janvier 1992.
7. Voir les deux derniers ouvrages de B. Coriat, *L'Atelier et le*

- Robot*, Christian Bourgois, Paris, 1990, et *Penser à l'envers*, Christian Bourgois, Paris, 1991.
8. Au sens plein de ce mot, développé dans *Choisir l'audace*.
 9. Voir H. Harasty et J. Le Dem, « Réunification allemande et croissance européenne : un espoir déçu ? », dans *Observations et diagnostics économiques*, revue de l'OFCE, janvier 1992. Selon cette étude, la réunification a « tiré » la croissance européenne en 1990, puis la hausse des taux d'intérêt allemands a compensé cet effet de moitié en 1991 ; en 1992, l'effet total sera négatif.
 10. Trait d'union entre l'Allemagne du Nord et la Scandinavie, tête de pont commune vers le monde slave, les pays Baltes sont déjà en train de s'intégrer dans une ligue hanséatique ressuscitée.
 11. Voir *Choisir l'audace*.
 12. Le mécanisme, mis au point par le « socialiste » Christian Pierret, est le suivant. Les intérêts rapportés par les Sicav monétaires sont capitalisés, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas versés : c'est la valeur des Sicav qui augmente. On touche ces intérêts en revendant des Sicav de temps en temps. Or, la plus-value sur les Sicav est exonérée jusqu'à 313 000 francs par an ! Prenons l'exemple d'un propriétaire d'appartement parisien. Ce propriétaire vend son appartement 3 600 000 francs et achète des Sicav. La valeur de ces Sicav augmente selon un taux d'intérêt que nous fixerons à 9 %. Au bout d'un an, elles valent 3 900 000 francs. Il revend 300 000 francs de ces Sicav, et il a de quoi bien vivre, net d'impôt... et sans travailler.
 13. Quelques précisions institutionnelles. La Communauté économique européenne est un monstre démocratique. Son organe exécutif est la Commission (présidée par Jacques Delors) dont les membres sont désignés par les États. La Commission fait des propositions au Conseil, qui est donc le pouvoir législatif. Le Conseil est composé des gouvernements des pays membres : le législatif européen est la somme des exécutifs nationaux ! Le Parlement européen, élu, n'a qu'un pouvoir de recommandation,

- mais le Conseil peut passer outre. Le Parlement peut aussi « censurer » (renverser) la Commission, mais cela ne s'est jamais fait.
14. Voir D. Leborgne et A. Lipietz, « Pour éviter l'Europe à deux vitesses », dans *Travail et Société*, vol. XV, n° 2, avril 1990, Organisation internationale du travail, Genève.
 15. Une « économie-monde » est un ensemble de territoires structuré par des relations économiques hiérarchisées. Le concept, popularisé par Fernand Braudel, a été élaboré par Immanuel Wallerstein. De ce dernier, on peut lire par exemple *Le Capitalisme historique*, La Découverte, Paris, 1985.
 16. Ce racisme se déchaînera pendant la guerre du Golfe, qu'un éditorialiste de la principale chaîne de télévision française présentera comme un « affrontement entre le monde civilisé et les Arabes ».
 17. J.-C. Rufin, *L'Empire et les Nouveaux Barbares*, J.-C. Lattès, Paris, 1991.
 18. La réalité est plus complexe. Le Sud, culturellement et socialement exclu, est économiquement de plus en plus intégré. De plus en plus de biens primaires et manufacturés nécessaires au Nord sont produits dans le Sud, même au Bangladesh (voir *Mirages et miracles*). Pour parfaire la comparaison avec l'Empire romain, il faudrait souligner que la plupart de nos « esclaves » travaillent déjà au-delà du *limes*.
 19. Comme le montre l'article de Claire Tréan publié dans *Le Monde* du 15-16 mars 1992, le gouvernement turc résista autant que possible à la tentation de soutenir les « frères de race azéri », malgré l'évidence d'atrocités arméniennes. Pas seulement parce que l'Europe est spontanément pro-arménienne et anti-azéri, comme elle est spontanément, et selon des automatismes psychologiques semblables, pro-croate et anti-serbe. Plus profondément, parce que redevenir ottoman signifie ne plus être seulement turc.
 20. Sur la notion de bloc hégémonique régional, voir ma contribution : « Le national et le régional face à la crise

- mondiale du capital », dans *La Dynamique spatiale de l'économie contemporaine*, Benko, Éditions de l'Espace européen, La Garenne-Colombes, 1990.
21. Par le slogan « La nouvelle frontière », J.F. Kennedy avait proposé la lutte pour la création d'un véritable État-providence aux États-Unis comme nouvelle ambition pour succéder à la conquête de l'Ouest. Dans *Choisir l'audace*, paru au début de 1989, je proposais de combiner la conquête d'une semblable frontière intérieure à l'Europe de l'Ouest et l'intégration de l'Europe de l'Est.
 22. Le problème est encore aggravé par la suppression de l'État-providence est-allemand, et en particulier des services et mesures bénéficiant aux femmes. Curieusement, si la fin du communisme ne ressemble nullement à une contre-révolution anti-ouvrière, elle a certains aspects d'une contre-révolution antiféministe !
 23. Une des protections possibles consiste à rendre aux nations constitutives de la Communauté européenne certains attributs de souveraineté tels que la possibilité de faire varier la parité de leur monnaie vis-à-vis de l'écu, de privilégier les fournisseurs locaux pour les commandes publiques, etc.
 24. En 1871, l'Empire allemand dirigé par Bismarck vainquit l'Empire français de Napoléon III. La capitulation fut négociée par un gouvernement provisoire de notables réactionnaires dirigé par Thiers. Les ouvriers de Paris proclamèrent une commune insurrectionnelle. Bismarck libéra l'armée française vaincue pour permettre à Thiers de mater l'insurrection.
 25. Il va de soi que la résolution humanitaire 688 du Conseil de sécurité réactive utilement le devoir d'ingérence contre un État martyrisant son propre peuple. Et il est exact que c'était bien à l'opposition irakienne qu'il revenait de chasser Saddam Hussein. Le problème, c'est que les États-Unis, ayant donné à cette opposition le signal de cette insurrection, non seulement refusèrent de l'aider –

- comme ils l'avaient fait pour l'opposition afghane et pour les contras nicaraguayens –, mais aidèrent son bourreau.
26. « Appliquer aussi fermement les résolutions sur la Palestine que celles sur le Koweït », entendit-on dire ici et là, parmi les propres partisans de la résolution « 678 ». Soyons clairs. Il serait parfaitement légitime – et efficace – de proclamer immédiatement l'embargo commercial et financier sur Israël jusqu'à l'application intégrale de la résolution 242. L'État palestinien de la résolution 181 n'a même pas été créé, puisque consulairement il existe déjà – comme d'ailleurs la neutralité de Jérusalem – et que ni l'Égypte, ni la Jordanie n'ont plus de revendications sur Gaza et la Transjordanie. Mais toute nouvelle 678 menaçant d'écraser Israël sous les bombes dans un délai de six mois rencontrerait une opposition aussi légitime et, cette fois, presque unanime, et j'en serais !
 27. Dans un dessin de Plantu publié dans *Le Monde* pendant la première guerre du Golfe, un ayatollah apostrophe Saddam : « N'empêche que si Waechter est élu, vous n'aurez plus d'armes françaises ! – Bonjour l'angoisse ! » s'esclaffent Saddam et l'oncle Sam, à ses côtés... Quelques mois plus tard, les Verts seront assimilés à des partisans de Saddam !
 28. Telle est du moins l'interprétation qui ressort de l'ouvrage de P. Salinger et E. Laurent, *Guerre du Golfe : le dossier secret*, Olivier Orban, Paris, 1990. Après la guerre, l'ambassadrice américaine en Irak nia l'exactitude des termes de son entretien du 25 juillet 1990 avec Saddam Hussein tels qu'ils furent rapportés par la chaîne ABC et reproduits dans cet ouvrage. Elle semblait en effet y multiplier les « feux verts », allant jusqu'à affirmer que le différend irako-koweïtien ne « concernait pas l'Amérique ». Dénégation bien tardive, et d'autant moins crédible que le monde entier a bel et bien entendu le président Bush, avec la même félonie consommée, appeler le peuple irakien à l'insurrection, pour ensuite la laisser écraser sans

- lever le petit doigt, allant jusqu'à rendre ses hélicoptères à Saddam.
29. Remarquons ici que le Pakistan et la Syrie sont presque aussi bons candidats pour la prochaine « raclée », du point de vue de la menace potentielle.
30. « Une guerre ni nécessaire, ni urgente », dans *Revue politique et parlementaire*, décembre 1990.
31. Chiffres de 1989, année « normale ». Il va de soi que, comme elle l'a prouvé depuis la guerre, l'Arabie Saoudite peut parfaitement couvrir une part bien plus grande du marché.
32. Voir Alain Lipietz, *Mirages et miracles*, La Découverte, 1985.
33. Voir F. Chesnais, *Compétitivité internationale et dépenses militaires*, Économica, 1990.
34. Ce cycle de négociations sur la réforme du General Agreement on Trade and Tariffs (Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers) aurait dû se conclure en décembre 1990. À l'heure où je remets ce manuscrit, il n'est toujours pas conclu. La bataille semble se polariser sur les aides européennes aux exportations agricoles françaises... Mais il faut se souvenir que le principal obstacle reste le refus du Japon et de tous les pays qui ont réussi à sauvegarder leur indépendance alimentaire et les revenus de leur paysannerie, y compris la Corée du Sud, de voir ces compromis internes balayés par le libre-échange sur les produits agricoles.
35. Attention. La facture d'une expédition militaire financée par l'étranger n'est bénéficiaire, pour l'administration qui l'organise, que par son écart avec son coût réel. En revanche, pour le compte d'échange des biens et services de la nation exportatrice, elle doit être portée entièrement à l'actif, même si elle est facturée à prix coûtant.
36. Les arrangements de sécurité qui se négocient actuellement au Moyen-Orient illustrent parfaitement cette « forfaitarisation ». D'abord, et c'est classique – quoique l'on aurait pu espérer que la leçon irakienne tempère la course

- aux ventes d'armes –, les États-Unis vendent quelque 20 milliards de dollars à leurs alliés du Machrek. Ensuite, ils entreposent des armes lourdes et sophistiquées dans les petits émirats... au frais des pétromonarchies. Enfin, la Syrie et l'Égypte fournissent l'infanterie pour défendre ces pétromonarchies, et, avec leur solde, achètent du blé aux États-Unis.
37. Pour les raisons évoquées plus haut – laisser au Baas les moyens de maintenir l'ordre en Irak –, George Bush interrompit pourtant l'offensive du général Schwarzkof. La guerre coûta donc moitié moins cher que prévu, et les bailleurs de fonds, Allemagne en tête, commencèrent légitimement à contester le devis. À l'heure où j'écris ces lignes, les États-Unis n'ont reçu que 7,2 milliards du Japon, 7 milliards du Koweït, 6,9 milliards de l'Arabie Saoudite, 4,9 milliards de l'Allemagne (déclaration du porte-parole du Pentagone, Bob Hall, 28 mars 1991).
38. Attention, le rôle de gendarme n'est pas si facile. Dans les crises yougoslaves et caucasiennes, bien des peuples ont attendu l'intervention de la « gendarmerie mondiale », après l'échec de la diplomatie de la CEE ou de la Communauté des États indépendants. Les États-Unis s'en sont bien gardés...
- 39 *Le Modèle italien*, Arthaud, Paris, 1991.
40. Argument d'ailleurs développé par Paul Kennedy dans le *Wall Street Journal* du 25 janvier 1991 à l'encontre de l'expédition du Golfe.
41. Il reste possible que le Japon ouvre finalement aux États-Unis son marché du riz. Pas pour des raisons militaires, mais toujours pour des raisons économiques : trouver quelque chose à acheter aux États-Unis pour équilibrer la balance commerciale ! La même raison pourrait conduire l'Allemagne à se détacher de la France devant les pressions américaines contre la politique agricole commune.
42. Le quasi-monopole, que les États-Unis semblent s'être assuré dans la reconstruction du Koweït, ne doit pas faire

- illusion. Le Koweït était déjà dans la zone américaine, et il faudra attendre les comptes définitifs.
43. Entre ces deux « étages », la Grande-Bretagne en déclin et la Corée en ascension sont en train de se croiser : la production automobile coréenne vient de dépasser la production britannique...
 44. Conférence devant l'Asian Society, février 1991.
 45. C'est la position en France de Michel Barnier, dans l'excellente livraison 1991 de la revue *Projet. Spécial environnement*, p. 67.
 46. Ce mémo du 12 décembre 1991 de Lawrence Summers a été révélé par le *Financial Times*.
 47. Il faut s'y résigner : les négociations internationales se déroulant en anglais, on aura fréquemment ici recours au « franglais ». Heureusement, il s'agira souvent d'un franglais latin – des mots français avec une acception un peu inhabituelle. « Global » sera ici utilisé, comme en anglais, dans le sens de « planétaire » (globe), par-delà l'international ou même le mondial. De même, j'aurais été tenté de traduire « commons » (voir plus loin) par les « communs », par allusion aux champs communaux...
 48. Au XIV^e siècle en Europe, les paysans étaient soumis à leurs seigneurs, mais disposaient en commun des « champs communaux », indispensables pour compléter les ressources de leurs maigres lopins. Le mode d'exploitation de la terre n'était plus assez efficace compte tenu de la pression démographique : la peste, propagée par les guerres, anéantit plus de la moitié de la population européenne. L'Europe mit deux siècles à s'en remettre. Elle y arriva grâce à l'essor de formes nouvelles d'agriculture, mises en œuvre par des fermiers « performants ». Mais pour mener à bien la révolution de la polyculture-élevage, ceux-ci obtinrent le partage des biens communaux. Les paysans pauvres se virent exclus de ces champs et de ces bois, désormais enclos.
 49. Ce propos fut rapporté par le spécialiste écologiste de l'énergie Pierre Radane, qui l'avait entendu de la bouche

- du responsable de la lutte contre la pollution atmosphérique de Los Angeles...
50. Encore du franglais ! On appelle en anglais « *sustainable development* » un modèle de développement à la fois profitable à tous et durable à long terme. Ce terme a été popularisé par le rapport Brundtland, publié dans *Notre Avenir commun*. La traduction française officielle est « durable », ce qui ne conserve qu'une moitié de l'idée. Le mot français « soutenable » ne s'applique qu'à une thèse qui mérite d'être défendue, mais le mot « insoutenable » est bien le contraire du franglais « soutenable » (insoutenable, injustice, rythme insoutenable). La traduction « soutenable » me paraît donc tout à fait... soutenable.
 51. L'une des deux conventions négociées autour de Rio porte sur ce sujet. On en trouvera une intéressante analyse dans le rapport de J. Benhaim, A. Caron et F. Levarlet, « Analyse économique des propositions et des stratégies face au problème du CO₂ », *Cahiers du C3E*, université Paris I, 1991. L'autre, sur la biodiversité, pourrait être analysée selon une grille semblable. Il s'agit de savoir qui est propriétaire des gènes de variétés agricoles sauvages ou traditionnelles : les firmes multinationales de semences, pour faire des croisements, ou les indigènes et les paysans ? Le débat sur les forêts tropicales se trouve à l'articulation de ces deux « corbeilles ».
 52. Voir *World Resources 1990-1991*, World Resource Institute, Oxford U.P., New York, 1990, et *Terre, patrimoine commun*, La Découverte, Paris, 1992, ouvrage coordonné par Martine Barrère.
 53. Goldemberg *et al.*, *Énergie pour un monde durable*, diffusé par La Documentation française, Paris, 1990.
 54. William D. Nordhaus, *Economic Approach to Greenhouse Warming*, conférence de Rome, 1990.
 55. Si un bon « tien » vaut $1 + x\%$ « tu l'auras », on dit que x est le taux d'actualisation : je suis prêt à dépenser 1 franc aujourd'hui pour économiser ou gagner 1 franc + x centimes dans un an.

56. A. Agarwal et S. Narain, *Global Warming in an Unequal World : A Case of Environmental Colonialism*, Center for Science and Environment, New Delhi, 1991.
57. Voir G. Benko et A. Lipietz, *Les régions qui gagnent*, PUF, 1992.
58. Entretien avec S. Villeneuve, *Libération*, 10 décembre 1991.
59. Voir mon article « Sur la route de Rio : la conférence des ONG à Paris », dans *Écologie politique*, n° 2, Paris, 1992.
60. Signé par une cinquantaine d'ONG de tous les continents, le point premier de la déclaration en résume l'inspiration : « La principale question politique mondiale est celle de l'inégalité croissante entre les plus riches et les plus pauvres. Une minorité de personnes et de pays, par son gaspillage accéléré des ressources et par sa force à contraindre la majorité de la planète, compromet la capacité de régénérescence de la biosphère et détruit les structures sociales du Sud et du Nord (chômage, racisme, drogues, etc.). Inverser cette tendance suppose l'annulation de la dette du tiers monde, la hausse des prix de l'énergie et des matières premières entraînant une décroissance de consommation dans le Nord, des transferts financiers et technologiques importants en faveur du Sud, sous contrôle démocratique, sur des projets concrets évalués écologiquement, socialement et économiquement. »
61. Selon la terminologie de Benhaim, Caron et Levarlet.
62. Selon lequel on ne peut connaître avec précision à la fois la position et le mouvement d'une particule...
63. « Avec cette proposition, on fait mieux que les Scandinaves ! » s'exclama Brice Lalonde, sans doute emporté par l'ambiance préolympique, lors de la publication du projet d'écotaxe.

TABLE

INTRODUCTION	9
I. BERLIN : l'Europe après la guerre froide	17
II. BAGDAD : le monde après la guerre du Golfe	57
III. RIO : la planète vers la guerre de l'environnement ?	101
CONCLUSION	143
NOTES	149